

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Chouinard CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Granby,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Granby (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

-nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby, le 21 avril 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	88 114 707	89 097 442	85 060 420
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 418 937	2 598 560	2 477 916
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 923 425	12 707 139	22 676 629
Services rendus	5	6 063 797	7 627 887	7 577 813
Imposition de droits	6	3 757 000	5 128 113	6 525 262
Amendes et pénalités	7	2 654 300	2 977 032	2 569 563
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	514 775	622 788	694 976
Autres revenus	10	197 000	5 350 598	8 566 505
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	105 643 941	126 109 559	136 149 084
Charges				
Administration générale	14	11 478 431	12 307 175	11 209 740
Sécurité publique	15	20 351 704	21 104 704	18 494 369
Transport	16	15 209 042	25 763 413	22 258 084
Hygiène du milieu	17	15 509 035	21 217 948	20 111 364
Santé et bien-être	18	281 532	280 575	320 459
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 973 131	7 269 684	5 823 306
Loisirs et culture	20	17 390 315	23 109 112	21 277 367
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 642 831	3 064 776	2 788 191
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	88 836 021	114 117 387	102 282 880
Excédent (déficit) de l'exercice	25	16 807 920	11 992 172	33 866 204
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		345 373 120	323 168 836
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		11 661 920	
Solde redressé	28		357 035 040	323 168 836
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		369 027 212	357 035 040

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 303 747	
Débiteurs (note 5)	2	59 149 892	61 114 362
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 022 241	2 463 947
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	62 475 880	63 578 309
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	13 676 946	6 027 405
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 625 243	19 606 527
Revenus reportés (note 12)	12	1 806 580	1 849 486
Dette à long terme (note 13)	13	72 261 317	76 204 717
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	23 069 366	22 868 437
	15	130 439 452	126 556 572
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(67 963 572)	(62 978 263)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	433 852 330	416 555 607
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 541 569	1 759 709
Stocks de fournitures	19	1 096 231	1 121 977
Autres actifs non financiers (note 17)	20	500 654	576 010
	21	436 990 784	420 013 303
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	369 027 212	357 035 040

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 807 920	11 992 172	33 866 204
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	28 340 000 ) (	38 886 250 ) (	48 812 165)
Produit de cession	3	9 000	67 182	287 807
Amortissement	4	15 446 817	21 583 978	17 454 908
(Gain) perte sur cession	5	(9 000)	(61 625)	(253 781)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(12 893 183)	(17 296 715)	(31 323 231)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		218 140	252 682
Variation des stocks de fournitures	9		25 746	(61 366)
Variation des autres actifs non financiers	10		75 348	(157 049)
	11		319 234	34 267
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 914 737	(4 985 309)	2 577 240
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(62 978 263)	(65 555 503)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(62 978 263)	(65 555 503)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(67 963 572)	(62 978 263)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 992 172	33 866 204
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	21 583 978	17 454 908
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(61 625)	(262 969)
- Reclas.valeur prop.dest.vente	4		9 188
	5	33 514 525	51 067 331
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 964 470	(20 401 627)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	18 716	5 073 563
Revenus reportés	9	(42 906)	221 747
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	200 929	(2 338 616)
Propriétés destinées à la revente	11	218 140	252 682
Stocks de fournitures	12	25 746	(61 366)
Autres actifs non financiers	13	75 348	(157 049)
	14	35 974 968	33 656 665
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(38 886 250)	(48 812 165)
Produit de cession	16	67 182	287 807
	17	(38 819 068)	(48 524 358)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	(38 300)	118 434
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	480 006	(293 935)
	22	441 706	(175 501)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	10 049 000	24 442 696
Remboursement de la dette à long terme	24	(14 087 128)	(25 886 230)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	94 728	(85 370)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 943 400)	(1 528 904)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(6 345 794)	(16 572 098)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(6 027 405)	10 544 693
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	(6 027 405)	10 544 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	(12 373 199)	(6 027 405)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Granby a été constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes suite à un décret de fusion en date du 1er janvier 2007. La nouvelle Ville de Granby est issue de la fusion de la municipalité du Canton de Granby et de l'ancienne Ville de Granby.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Granby, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des organismes contrôlés et des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation ligne par ligne à 100 % :

Granby Multi-Sports

Vie culturelle et communautaire de Granby

Le Centre d'interprétation de la Nature du Lac Boivin

La Corporation de Développement Commercial et Touristique de Granby et régions

Le club de Golf Miner inc.

b) Partenariats

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation proportionnelle ligne par ligne dans les proportions indiquées:

La Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est à 33.33 %

Ami-Bus Inc. à 83.89 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Infrastructures de rues	2.5 %
Autres infrastructures	5 à 20 %
Resurfaçage	10 %
Bâtiments	2.5 %
Bâtiments - Améliorations locatives	10 %
Véhicules automobiles	10 à 20 %
Véhicules lourds	10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 %
Machineries lourdes	10 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Le coût des stocks de pièces de véhicules est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et le coût des autres stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif non financier.

D) Passifs

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska relatives à l'imposition des droits de carrières et sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

La Ville de Granby a choisi d'évaluer la valeur des actifs du régime selon une méthode de valeur actuarielle lissée intégrée progressivement sur 5 ans. La valeur de l'actif au 31 décembre 2006 est lissée sur 1 an, au 31 décembre 2007 sur 2 ans, au 31 décembre 2008 sur 3 ans, au 31 décembre 2009 sur 4 ans et au 31 décembre 2010 sur 5 ans. À compter du 31 décembre 2010, la valeur de l'actif sera lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation. Le déficit initial attribuable au régime capitalisé est entièrement amorti depuis le 1er janvier 2017.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées ont fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation jusqu'en 2010. Les soldes accumulés devront être amortis d'ici le 1er janvier 2021.

L'excédent de la dépense de fonctionnement de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ces montants sont créés aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

-Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le déficit initial en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère des affaires municipales et de l'Habitation.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère des affaires municipales et de l'Habitation.

- Le financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

s.o.

I) Autres éléments

s.o.

3. Modification de méthodes comptables

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 303 747	1 071 489
Découvert bancaire	(13 676 946)	(7 098 894)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille		
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	(12 373 199)	(6 027 405)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 303 747	1 071 489
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	4 512 000	16 788 000
Note		
	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	2 000 147	1 861 459
Intérêts reçus au cours de l'exercice	616 375	659 816
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 075 549	3 717 506
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	28 834 265	25 915 091
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 410 225	15 992 039
Organismes municipaux	1 679 667	1 599 813
Autres		
- Mutation, amende, etc.	4 548 099	7 776 090
- Terrains Terre Miner	5 602 087	6 113 823
	59 149 892	61 114 362
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 608 336	12 243 902
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	11 608 336	12 243 902
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	1 198 458	1 227 299
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1.40 % à 2.70 %. (1.25 % à 2.70 % au 31 décembre 2018) et viennent à échéance au plus tard en 2024.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
Note	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	228 373	229 867
Autres placements	31	1 793 868	2 234 080
	32	<u>2 022 241</u>	<u>2 463 947</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 834 072	2 314 078
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec pour un montant de 188 169 \$.

Les autres placements sont composés d'encaisse et d'un dépôt rachetable en tout temps portant intérêt à des taux variant de 1.25 % à 2.15 %.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(6 806 352)	(6 919 623)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	<u>(16 263 014)</u>	<u>(15 948 814)</u>
	37	<u>(23 069 366)</u>	<u>(22 868 437)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	3 580 029	1 832 684
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	648 500	855 700
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	26 522	18 851
Régimes de retraite des élus municipaux	42	89 981	77 015
	43	<u>4 345 032</u>	<u>2 784 250</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville de Granby bénéficie de marges de crédit pour un total autorisé de 25 000 000 \$ au taux préférentiel en vigueur. Au 31 décembre 2019, le taux était de 3.95 % et les marges de crédit sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 293 797	4 627 410
Salaires et avantages sociaux	48	2 294 754	2 911 827
Dépôts et retenues de garantie	49	11 311 936	10 923 484
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Int.dette L.T. & autres courus	53	1 724 756	1 143 806
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	19 625 243	19 606 527

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	25 990	39 142
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	621 860	403 670
Fonds de développement des territoires	61	59 954	48 530
Fonds parcs et terrains de jeux	62	273 267	209 365
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres revenus	68	825 509	1 148 779
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 806 580	1 849 486

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,20	2020	2028	73	72 222 000	76 169 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux	1,83	4,50	2020	2039	78	450 436	530 262
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,00	7,47	2020	2022	79	21 946	33 248
Autres					80		
					81	72 694 382	76 732 510
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(433 065)	(527 793)
					83	72 261 317	76 204 717

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	12 850 000	100	8 383	109	35 295	117	12 893 678
2021	85	93	21 748 000	101	6 126	110	19 506	118	21 773 632
2022	86	94	16 718 000	102	6 378	111	20 173	119	16 744 551
2023	87	95	11 092 000	103	1 059	112	20 871	120	11 113 930
2024	88	96	6 562 000	104		113	18 297	121	6 580 297
2025 et +	89	97	3 252 000	105		114	336 294	122	3 588 294
	90	98	72 222 000	106	21 946	115	450 436	123	72 694 382
Intérêts et frais accessoires				107	()			124	()
	91	99	72 222 000	108	21 946	116	450 436	125	72 694 382

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(67 963 572)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(67 963 572)
		(62 978 263)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	64 348 640	158	2 698 274	185		212	67 046 914
Eaux usées	131	137 858 490	159	6 660 838	186		213	144 519 328
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	191 496 902	160	14 974 039	187		214	206 470 941
Autres	133	54 748 310	161	7 382 129	188		215	62 130 439
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	81 964 108	163	9 514 732	190	3 022	217	91 475 818
Améliorations locatives	136	80 860	164	34 648	191		218	115 508
Véhicules	137	15 157 060	165	4 814 902	192	363 177	219	19 608 785
Ameublement et équipement de bureau	138	11 220 613	166	2 379 589	193	5 472	220	13 594 730
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 770 530	167	5 113 628	194		221	12 884 158
Terrains	140	23 701 736	168	681 461	195	2 263	222	24 380 934
Autres	141	273 132	169	35 822	196		223	308 954
	142	<u>588 620 381</u>	170	<u>54 290 062</u>	197	<u>373 934</u>	224	<u>642 536 509</u>
Immobilisations en cours	143	<u>95 274 097</u>	171	<u>(15 403 812)</u>	198		225	<u>79 870 285</u>
	144	<u>683 894 478</u>	172	<u>38 886 250</u>	199	<u>373 934</u>	226	<u>722 406 794</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	30 630 146	173	1 959 652	200		227	32 589 798
Eaux usées	146	56 331 839	174	3 524 915	201		228	59 856 754
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	87 323 885	175	6 397 036	202		229	93 720 921
Autres	148	30 873 485	176	2 310 271	203		230	33 183 756
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	32 260 821	178	3 892 996	205		232	36 153 817
Améliorations locatives	151	53 558	179	6 269	206		233	59 827
Véhicules	152	12 543 264	180	1 463 573	207	362 905	234	13 643 932
Ameublement et équipement de bureau	153	10 437 078	181	802 203	208	5 472	235	11 233 809
Machinerie, outillage et équipement divers	154	6 754 430	182	1 216 819	209		236	7 971 249
Autres	155	130 365	183	10 244	210	8	237	140 601
	156	<u>267 338 871</u>	184	<u>21 583 978</u>	211	<u>368 385</u>	238	<u>288 554 464</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>416 555 607</u>					239	<u>433 852 330</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	69 078	243		245	28 600	247	40 478
Amortissement cumulé	241	(27 575)	244	()	246	(11 553)	248	(16 022)
Valeur comptable nette	242	<u>41 503</u>					249	<u>24 456</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	1 282 767	1 167 645
Autres	252	258 802	592 064
	253	1 541 569	1 759 709
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	1 541 569	1 759 709
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	500 654	415 959
-	257		
-	258		
Autres			
- Dépenses reportées	259		160 051
-	260		
	261	500 654	576 010
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 126 090 000 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers, les sommes approximatives suivantes :

2020	48 000 000 \$
2021	32 000 000 \$
2022	29 000 000 \$
2023	17 000 000 \$
2024	90 000 \$

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Granby, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville de Granby subventionne le solde du déficit.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 200 000 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 408 000 \$ en 2020, 383 000 \$ en 2021, 329 000 \$ en 2022, 288 000 \$ en 2023 et 265 000 \$ en 2024.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2024, prévoyant la perception de loyers totalisant 2 195 000 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 312 000 \$ en 2020, à 108 000 \$ en 2021, à 91 000 \$ en 2022, à 80 000 \$ en 2023 et à 82 000 \$ en 2024.

20. Passifs éventuels

s.o.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 449 182 \$.

b) Auto-assurance

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

c) Poursuites

Au 31 décembre 2019, les réclamations en dommages contestées par la Ville s'élèvent à environ 9 600 000 \$. La Ville est couverte par une assurance responsabilité de 15 millions \$. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

d) Autres

s.o.

21. Actifs éventuels

s.o.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Afin de se conformer aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la Ville a retraité ses états financiers de l'exercice antérieur et a modifié rétrospectivement la comptabilisation des revenus de transfert pour respecter les critères de constatation des revenus. Les effets de ce redressement sur les résultats consolidés et la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2018 et pour l'exercice terminé à cette date sont les suivants :

<u>État consolidé des résultats</u>	Augmentation (diminution)
Revenus de transferts	11 661 920 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	11 661 920 \$
<u>Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidé</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	11 661 920 \$
Moins : Revenus d'investissement	11 661 920 \$
<u>Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales consolidé</u>	
Revenus d'investissement	11 661 920 \$
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	(11 661 920 \$)
<u>État consolidé de la situation financière</u>	
Actifs financiers nets (dette nette)	
Débiteurs	11 661 920 \$
Excédent (déficit) accumulé	
Financement des projets en cours	(11 661 920 \$)

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes du périmètre comptable et les partenariats, après élimination des opérations réciproques. Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Fonds de roulement

La Ville de Granby possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 12 000 000 \$. Les remboursements en capital à effectuer au cours des cinq (5) prochaines exercices se feront à même les activités financières de fonctionnement.

26. Risque environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

27. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville de Granby a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	84 992 405	88 114 707	88 798 711			88 798 711
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 477 916	2 418 937	2 598 560			2 598 560
Quotes-parts	3					4 058 503	
Transferts	4	2 290 771	1 923 425	3 107 540		444 624	3 138 104
Services rendus	5	3 010 859	3 081 480	3 286 479		4 712 140	7 627 887
Imposition de droits	6	6 525 262	3 757 000	5 128 113			5 128 113
Amendes et pénalités	7	2 569 563	2 654 300	2 977 032			2 977 032
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	659 816	514 775	616 375		6 413	622 788
Autres revenus	10	2 251 804	197 000	1 592 194		68 044	1 660 238
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	104 778 396	102 661 624	108 105 004		9 289 724	112 551 433
Investissement							
Taxes	13	68 015		298 731			298 731
Quotes-parts	14						
Transferts	15	20 269 747	5 390 000	9 569 035			9 569 035
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	5 512 447		3 097 369			3 097 369
Autres	18	583 255		592 991			592 991
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	26 433 464	5 390 000	13 558 126			13 558 126
	21	131 211 860	108 051 624	121 663 130		9 289 724	126 109 559
Charges							
Administration générale	22	10 865 185	11 478 431	11 489 539	817 636		12 307 175
Sécurité publique	23	17 692 471	20 351 704	19 838 523	1 266 181		21 104 704
Transport	24	15 459 843	15 209 042	16 774 366	8 494 527	1 310 057	25 763 413
Hygiène du milieu	25	14 789 412	15 509 035	15 202 347	6 015 601		21 217 948
Santé et bien-être	26	320 459	281 532	280 575			280 575
Aménagement, urbanisme et développement	27	5 297 952	4 973 131	6 865 385	196 360	1 231 954	7 269 684
Loisirs et culture	28	13 446 548	14 407 998	14 746 711	4 526 937	6 839 207	23 109 112
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	2 778 488	3 642 831	3 039 443		25 333	3 064 776
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	17 173 186	15 446 817	21 317 242	(21 317 242)		
	33	97 823 544	101 300 521	109 554 131		9 406 551	114 117 387
Excédent (déficit) de l'exercice	34	33 388 316	6 751 103	12 108 999		(116 827)	11 992 172

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 388 316	6 751 103	12 108 999	(116 827)	11 992 172
Moins: revenus d'investissement	2	(26 433 464)	(5 390 000)	(13 558 126)	()	(13 558 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 954 852	1 361 103	(1 449 127)	(116 827)	(1 565 954)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	17 173 186	15 446 817	21 317 242	266 736	21 583 978
Produit de cession	5	52 782	9 000	61 830	5 352	67 182
(Gain) perte sur cession	6	(34 782)	(9 000)	(61 830)	205	(61 625)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	17 191 186	15 446 817	21 317 242	272 293	21 589 535
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	252 682		657 295		657 295
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	252 682		657 295		657 295
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 291 305)	(7 688 020)	(8 552 703)	(91 128)	(8 643 831)
	18	(7 291 305)	(7 688 020)	(8 552 703)	(91 128)	(8 643 831)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 549 379)	(6 320 000)	(5 882 492)	(325 578)	(6 208 070)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	420 000		1 700 000		1 700 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			30 000		30 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 473 894)	(3 191 200)	(2 303 177)		(2 303 177)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(404 800)	391 300	(46 500)		(46 500)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(5 008 073)	(9 119 900)	(6 502 169)	(325 578)	(6 827 747)
	26	5 144 490	(1 361 103)	6 919 665	(144 413)	6 775 252
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	12 099 342		5 470 538	(261 240)	5 209 298

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	26 433 464	13 558 126		13 558 126
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(543 820)	(591 668)	()	(591 668)
Sécurité publique	3	(927 634)	(1 311 112)	()	(1 311 112)
Transport	4	(7 942 761)	(14 996 887)	(197 075)	(15 193 962)
Hygiène du milieu	5	(9 973 104)	(6 427 796)	()	(6 427 796)
Santé et bien-être	6	(223 034)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(266 387)	(115 090)	(53 547)	(168 637)
Loisirs et culture	8	(28 176 700)	(15 118 120)	(74 955)	(15 193 075)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(48 053 440)	(38 560 673)	(325 577)	(38 886 250)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(439 155)	()	(439 155)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(118 434)	((38 300))	()	((38 300))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 000 194	4 961 000		4 961 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 549 379	5 882 492	325 578	6 208 070
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 706 355	2 523 022		2 523 022
Excédent de fonctionnement affecté	16		4 820 568		4 820 568
Réserves financières et fonds réservés	17	3 450 000	5 207 500		5 207 500
	18	6 705 734	18 433 582	325 578	18 759 160
	19	(35 465 946)	(15 566 946)	1	(15 566 945)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(9 032 482)	(2 008 820)	1	(2 008 819)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1			1 303 747	1 303 747
Débiteurs (note 5)	2	60 896 772	58 950 957	475 683	59 149 892
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	149 869	188 169	1 834 072	2 022 241
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	61 046 641	59 139 126	3 613 502	62 475 880
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	7 088 894	13 676 814	132	13 676 946
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 175 528	19 227 482	674 509	19 625 243
Revenus reportés (note 12)	12	1 160 387	1 202 773	603 807	1 806 580
Dettes à long terme (note 13)	13	75 641 207	71 788 935	472 382	72 261 317
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	22 868 437	23 069 366		23 069 366
	15	125 934 453	128 965 370	1 750 830	130 439 452
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(64 887 812)	(69 826 244)	1 862 672	(67 963 572)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	414 117 642	431 361 078	2 491 252	433 852 330
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 759 709	1 541 569		1 541 569
Stocks de fournitures	19	1 006 952	1 006 116	90 115	1 096 231
Autres actifs non financiers (note 17)	20	387 139	410 109	90 545	500 654
	21	417 271 442	434 318 872	2 671 912	436 990 784
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	10 765 953	6 925 844	1 339 120	8 264 964
Excédent de fonctionnement affecté	23	6 636 536	9 814 021	1 176 595	10 990 616
Réserves financières et fonds réservés	24	3 556 404	652 080		652 080
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(22 766 680)	(22 475 983)		(22 475 983)
Financement des investissements en cours	26	(226 615)	(5 175 868)		(5 175 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	354 418 032	374 752 534	2 018 869	376 771 403
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	352 383 630	364 492 628	4 534 584	369 027 212

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	33 759 493	34 297 310	38 714 104	35 395 451
Charges sociales	2	8 897 085	8 577 510	9 271 075	7 675 262
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	21 450 716	22 365 505	26 369 628	25 115 385
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 435 385	1 499 024	1 499 024	1 595 837
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	249 146	277 945	277 945	237 552
D'autres tiers	10	245 000	208 376	208 376	213 261
Autres frais de financement	11	713 300	1 054 098	1 079 431	741 541
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	8 923 085	9 133 915	9 133 915	8 612 792
Transferts	13				
Autres	14	5 169 358	5 581 100	737 805	702 025
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	3 927 006	3 665 527	3 665 527	3 671 041
Amortissement des immobilisations	17	15 446 817	21 317 242	21 583 978	17 454 908
Autres					
- Autres dépenses	18	84 130	1 576 579	1 576 579	867 825
-	19				
-	20				
	21	101 300 521	109 554 131	114 117 387	102 282 880

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 264 964	12 366 313
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 990 616	7 813 131
Réserves financières et fonds réservés	3	652 080	3 556 404
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(22 475 983)	(22 766 680)
Financement des investissements en cours	5	(5 175 868)	(226 615)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	376 771 403	356 292 487
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	369 027 212	357 035 040
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 925 844	10 765 953
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 339 120	1 600 360
	11	8 264 964	12 366 313
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Surplus réservé - PRF	12	242 255	100 183
- Surplus réservé - Aide	13	244 000	329 030
- Surplus affecté - engagements	14	2 454 133	2 185 379
- Surplus affecté - autres	15	3 844 201	1 211 944
- Surplus affecté - immobilisa.	16	3 029 432	2 810 000
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	9 814 021	6 636 536
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- RARCE	22	74 933	150 000
- Org. contrôlés (CINLB, GMS, VCC)	23	1 101 662	1 026 595
-	24		
	25	1 176 595	1 176 595
	26	10 990 616	7 813 131
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	40 001	2 023 801
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	163 331	1 001 147
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	96 515	80 515
- Fonds - milieux humides	46	352 233	450 941
	47	652 080	3 556 404
	48	652 080	3 556 404

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (9 021 500) ()	(9 021 500)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 (4 328 800) ()	(4 689 500)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (7 241 514) ()	(6 927 314)
	54 (20 591 814) ()	(20 638 314)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (20 591 814) ()	(20 638 314)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 (1 884 169)	(2 128 366)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 (1 884 169)	(2 128 366)
	81 (22 475 983) ()	(22 766 680)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 15 693 729	9 504 824
Investissements à financer	83 (20 869 597 ) (	9 731 439)
	84 (5 175 868)	(226 615)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 433 852 330	416 555 607
Propriétés destinées à la revente	86 1 541 569	1 759 709
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 228 373	229 867
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 435 622 272	418 545 183
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 435 622 272	418 545 183
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (72 261 317 ) (	76 204 717)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (433 065 ) (	527 793)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 11 608 336	12 243 902
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 1 884 169	2 128 366
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (59 201 877 ) (	62 360 242)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ((351 008) ) (	(107 546))
	100 (58 850 869 ) (	62 252 696)
	101 376 771 403	356 292 487

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

La Ville de Granby offre à ses employés un régime de retraite à prestations déterminées. Les employés versent une cotisation déterminée et l'employeur assume le solde des cotisations requises à son provisionnement. Les rentes sont établies sur la base d'un crédit de rente de 2 % du salaire admissible. La Ville de Granby réserve annuellement 1,5 % de la masse salariale, cette somme pourra servir à l'indexation des rentes des retraités. Cette décision sera prise sur base ad hoc à chaque évaluation actuarielle.

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La ville et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. La ville et ses entités consolidées ont finalisé des ententes pour tous les groupes de participants en 2017. Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2014 après restructuration a été déposée le 13 décembre 2017 et reflète ces ententes. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec des dispositions de la Loi et des dispositions des ententes conclues.

Les ententes prévoient un partage du service courant à compter du 1er janvier 2017, une cotisation de stabilisation à compter du 1er juillet 2017 pour les policiers et du 1er septembre 2017 pour les autres groupes et un partage des déficits lié au service postérieur au 31 décembre 2013 à partir du 1er janvier 2017 pour les policiers et du 1er septembre 2017 pour les autres groupes. Les ententes prévoient également que les participants assument 45 % du déficit de l'ancien volet (service avant le 1er janvier 2014) via le versement d'une cotisation de restructuration sur une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2017, tel que déjà présumé aux fins du coût des services passés reconnu dans l'exercice 2014.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les cotisations de la ville seront ajustées afin de refléter ces ententes tel que requis dans le rapport d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014 après restructurations à compter de 2018, et ce, de façon rétroactive.

Les cotisations de stabilisation et de restructuration versées par les participants sont incluses dans le coût des avantages pour services rendus total de l'exercice où elles sont versées.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (6 919 623)	(9 794 739)
Charge de l'exercice	4 (3 580 029)	(1 832 684)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 693 300	4 707 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(6 806 352)</u>	<u>(6 919 623)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 140 000 100	132 638 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>152 887 100</u>)	(<u>139 576 300</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (12 887 000)	(6 937 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 6 881 600	407 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (6 005 400)	(6 530 400)
Provision pour moins-value	12 (800 952)	(389 223)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(6 806 352)</u>	<u>(6 919 623)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 140 000 100	132 638 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>152 887 100</u>)	(<u>139 576 300</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>12 887 000</u>)	(<u>6 937 800</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 6 394 300	5 890 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>838 900</u>	<u>838 900</u>
	20 6 394 300	6 729 200
Cotisations salariales des employés	21 (3 556 200)	(3 393 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u>29 600</u>)
	23 2 838 100	3 306 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (44 200)	(196 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	(833 800)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u> </u>
Autres		
- Provision pour indexation	29 411 729	389 222
- Utilisation - Prov.indexation	30 <u> </u>	(1 130 638)
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>3 205 629</u>	<u>1 534 984</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 8 001 500	7 565 800
Rendement espéré des actifs	33 (<u>7 627 100</u>)	(<u>7 268 100</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>374 400</u>	<u>297 700</u>
Charge de l'exercice	35 <u>3 580 029</u>	<u>1 832 684</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 7 345 800	5 494 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (7 627 100)	(7 268 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (281 300)	(1 773 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (6 148 700)	(808 500)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 7 233 700	6 646 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 140 718 000	125 424 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,40 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,00 %	2,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,35 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Granby offre à ses employés actifs et retraités une assurance collective sur la vie et les soins médicaux. Ce bénéfice ne s'applique pas aux retraités cols bleus engagés après le 1er janvier 2009. Ce régime à coût partagé est non capitalisé.

		2019		2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(15 948 814)		(15 412 314)
Charge de l'exercice	56	(648 500 )	(	855 700)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	334 300		319 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(16 263 014)		(15 948 814)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(13 647 300 )	(	13 539 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(13 647 300)		(13 539 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(2 615 714)		(2 409 414)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(16 263 014)		(15 948 814)
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(16 263 014)		(15 948 814)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	441 600		529 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	()		()
	72	441 600		529 800
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75	441 600		529 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(242 000)		(81 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>199 600</u>	<u>448 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>448 900</u>	<u>407 500</u>
Rendement espéré des actifs	85 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>448 900</u>	<u>407 500</u>
Charge de l'exercice	87 <u>648 500</u>	<u>855 700</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 <u>448 300</u>	<u>2 085 100</u>
Prestations versées au cours de l'exercice	92 <u>334 300</u>	<u>319 200</u>
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 <u>13</u>	<u>13</u>
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 <u>3,25 %</u>	<u>2,65 %</u>
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 <u>3,25 %</u>	<u>2,65 %</u>
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 <u>3,00 %</u>	<u>3,00 %</u>
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 <u>%</u>	<u>%</u>
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 <u>%</u>	<u>%</u>
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 <u>%</u>	<u>%</u>
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

RRS Pompiers

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115 26 522	18 851

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 11	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>26 701</u>	<u>22 853</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	89 981	77 015
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>89 981</u>	<u>77 015</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	60 550 000	60 599 699	60 599 699	56 280 722
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	9 800 057	9 865 726	9 865 726	10 371 032
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				135 853
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		298 731	298 731	68 015
Autres	8				
	9	70 350 057	70 764 156	70 764 156	66 855 622
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 892 300	4 941 647	4 941 647	4 580 121
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	4 835 000	5 175 901	5 175 901	5 446 188
Matières résiduelles	13	7 363 000	7 415 668	7 415 668	7 313 499
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	360 000	384 841	384 841	384 279
Service de la dette	18	314 350	415 229	415 229	480 711
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	17 764 650	18 333 286	18 333 286	18 204 798
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	17 764 650	18 333 286	18 333 286	18 204 798
	27	88 114 707	89 097 442	89 097 442	85 060 420

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	171 625	155 848	167 566
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	1 906	3 087	2 196
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	173 531	158 935	169 762
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	575 000	602 528	588 583
Cégeps et universités	34	140 000	138 342	138 842
Écoles primaires et secondaires	35	915 000	1 001 480	925 251
	36	1 630 000	1 742 350	1 652 676
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 803 531	1 901 285	1 822 438
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	40 000	50 967	47 686
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	406	681	691
Taxes d'affaires	44			
	45	40 406	51 648	48 377
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	575 000	645 627	607 101
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	575 000	645 627	607 101
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 418 937	2 598 560	2 477 916

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 000	178 247	178 247
Sécurité publique				
Police	54	95 000	632 811	311 272
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	97 775	118 681	101 374
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	727 017	935 832	719 554
Transport adapté	62	483 729	493 305	497 204
Transport scolaire	63			
Autres	64		16 622	
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	54 200	143 618	66 629
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	135 420	169 032	163 390
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		20 926	24 642
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	31 500	25 520	40 825
Promotion et développement économique	85		13 942	13 586
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	63 710	63 712	183 715
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	205 580	215 138	232 823
Autres	89	28 494	110 718	51 868
Réseau d'électricité	90			
	91	1 923 425	3 107 540	2 406 882

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 230 000	1 651 677	31 250
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		39 075	39 075
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 080 000	160 427	6 034 989
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 080 000	214 597	2 536 863
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			4 725
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		7 402 709	11 661 920
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128		100 550	100 550
Réseau d'électricité	129			
	130	5 390 000	9 569 035	20 269 747

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	7 313 425	12 676 575	12 707 139
				22 676 629

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	17 000	18 873	16 710
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	17 000	18 873	16 710
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153		162 690	162 876
Autres	154		267 423	227 174
	155		430 113	390 050
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174		126 851	352 527
Autres	175			
	176		126 851	352 527
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	399 990	286 484	2 596 030
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179		1 124 898	1 068 235
	180	399 990	286 484	3 720 928
Réseau d'électricité	181			
	182	416 990	305 357	4 296 765
				4 579 691

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	461 645	644 675	523 383
	186	461 645	644 675	523 383
Sécurité publique				
Police	187	67 000	90 704	82 085
Sécurité incendie	188	20 500	30 500	22 953
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	87 500	121 204	105 038
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195	366 000	396 373	369 235
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198	35 000	42 477	34 153
Autres	199	360 775	368 474	366 286
	200	761 775	807 324	769 674
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203	6 000		
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210		14 132	13 864
	211	6 000	14 132	13 864
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	25 000		
Rénovation urbaine	217	1 000		
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	2 750	39 398	43 965
	220	28 750	39 398	43 965
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	1 244 420	1 272 135	1 148 445
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	43 900	51 628	50 760
Autres	223	30 500	30 626	342 993
	224	1 318 820	1 354 389	1 542 198
Réseau d'électricité	225			
	226	2 664 490	2 981 122	2 998 122
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	3 081 480	3 286 479	7 577 813

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	457 000	775 564	606 515
Droits de mutation immobilière	229	3 300 000	4 336 549	5 713 747
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		16 000	205 000
	232	3 757 000	5 128 113	6 525 262
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	2 654 300	2 977 032	2 569 563
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	514 775	616 375	694 976
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	9 000	61 830	253 781
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	100 000	1 874 357	1 625 398
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		3 097 369	5 512 447
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		21 903	149 022
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	88 000	227 095	1 025 857
	245	197 000	5 282 554	8 566 505
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 233 824	1 283 316	45 802	1 329 118	1 329 118	1 157 157
Greffe et application de la loi	2	2 276 032	2 158 816	28 560	2 187 376	2 187 376	2 191 296
Gestion financière et administrative	3	3 627 904	3 549 211	5 066	3 554 277	3 554 277	3 395 730
Évaluation	4	944 624	871 397	91 813	963 210	963 210	885 068
Gestion du personnel	5	1 151 668	1 038 814		1 038 814	1 038 814	989 351
Autres							
- Autres dépenses administration	6	2 244 379	2 587 985	646 395	3 234 380	3 234 380	2 591 138
-	7						
	8	11 478 431	11 489 539	817 636	12 307 175	12 307 175	11 209 740
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	14 305 161	13 788 228	524 437	14 312 665	14 312 665	12 524 880
Sécurité incendie	10	4 481 785	4 374 726	681 012	5 055 738	5 055 738	4 479 350
Sécurité civile	11	17 500	43 977		43 977	43 977	8 873
Autres	12	1 547 258	1 631 592	60 732	1 692 324	1 692 324	1 481 266
	13	20 351 704	19 838 523	1 266 181	21 104 704	21 104 704	18 494 369
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 703 808	5 887 278	8 007 418	13 894 696	13 894 696	11 155 086
Enlèvement de la neige	15	3 336 923	3 852 489	164 822	4 017 311	4 017 311	3 690 201
Éclairage des rues	16	673 549	671 592	30 618	702 210	702 210	720 392
Circulation et stationnement	17	951 760	998 482	61 613	1 060 095	1 060 095	1 001 586
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 765 777	2 713 576	23 664	2 737 240	2 888 504	2 876 099
Transport aérien	19	96 000	103 453		103 453	446 709	434 197
Transport par eau	20						
Autres	21	2 681 225	2 547 496	206 392	2 753 888	2 753 888	2 380 523
	22	15 209 042	16 774 366	8 494 527	25 268 893	25 763 413	22 258 084

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 961 041	2 765 715	828 866	3 594 581	3 594 581	3 392 037
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 161 219	1 118 892	1 300 879	2 419 771	2 419 771	2 207 852
Traitement des eaux usées	25	3 218 317	2 964 219	1 339 347	4 303 566	4 303 566	4 028 877
Réseaux d'égout	26	850 631	846 303	2 441 077	3 287 380	3 287 380	3 113 854
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 074 307	1 288 660	179	1 288 839	1 288 839	1 991 881
Élimination	28	1 690 798	1 366 891		1 366 891	1 366 891	1 661 270
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	398 934	547 033		547 033	547 033	377 920
Tri et conditionnement	30	51 281	75 806		75 806	75 806	49 903
Matières organiques							
Collecte et transport	31	246 319	1 168 332		1 168 332	1 168 332	242 018
Traitement	32	113 841					110 525
Matériaux secs	33	1 597 639	1 568 461		1 568 461	1 568 461	1 551 106
Autres	34	342 070	282 171		282 171	282 171	339 996
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	188 976	362 725	95 696	458 421	458 421	309 112
Protection de l'environnement	38	606 399	846 939	3 865	850 804	850 804	729 111
Autres	39	7 263	200	5 692	5 892	5 892	5 902
	40	15 509 035	15 202 347	6 015 601	21 217 948	21 217 948	20 111 364
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	185 466	184 743		184 743	184 743	225 007
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	96 066	95 832		95 832	95 832	95 452
	44	281 532	280 575		280 575	280 575	320 459
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 883 548	1 878 492	13 732	1 892 224	1 892 224	1 678 464
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	35 000	1 012 683	2 611	1 015 294	1 015 294	275 676
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 515 928	2 665 387	141 188	2 806 575	2 806 575	2 680 971
Tourisme	49	123 757	210 713		210 713	210 713	121 071
Autres	50						
Autres	51	414 898	1 098 110	38 829	1 136 939	1 344 878	1 067 124
	52	4 973 131	6 865 385	196 360	7 061 745	7 269 684	5 823 306

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	422 009	542 365	391 424	933 789	933 789	710 538
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 439 115	1 456 515	729 564	2 186 079	2 186 079	2 019 134
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 810 221	1 891 477	786 529	2 678 006	2 678 006	2 637 236
Parcs et terrains de jeux	56	2 592 428	2 447 710	1 616 582	4 064 292	4 064 292	4 032 495
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	2 438 335	2 344 618	185 329	2 529 947	5 054 134	5 098 988
	60	8 702 108	8 682 685	3 709 428	12 392 113	14 916 300	14 498 391
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	674 572	765 540	307 144	1 072 684	1 072 684	857 270
Bibliothèques	62	2 072 763	2 032 339	93 926	2 126 265	2 126 265	1 915 570
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	2 958 555	3 266 147	416 439	3 682 586	4 993 863	4 006 136
	66	5 705 890	6 064 026	817 509	6 881 535	8 192 812	6 778 976
	67	14 407 998	14 746 711	4 526 937	19 273 648	23 109 112	21 277 367
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 684 531	1 776 970		1 776 970	1 776 970	1 833 389
Autres frais	70	245 000	208 375		208 375	208 375	213 261
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	583 300	823 300		823 300	823 300	705 200
Autres	72	130 000	230 798		230 798	256 131	36 341
	73	3 642 831	3 039 443		3 039 443	3 064 776	2 788 191
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	15 446 817	21 317 242	(21 317 242)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 2 074 418	2 074 418	2 132 273
	Usines de traitement de l'eau potable	2 203 189	203 189	1 718 692
	Usines et bassins d'épuration	3 41 927	41 927	35 778
	Conduites d'égout	4 3 568 419	3 568 419	3 191 144
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 8 774 174	8 774 174	6 899 873
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8 24 152	24 152	14 417
	Aires de stationnement	9 1 195 044	1 195 044	
	Parcs et terrains de jeux	10 354 460	354 460	471 294
	Autres infrastructures	11 4 574 231	4 574 231	3 188 207
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13 437 578	440 525	701 368
	Édifices communautaires et récréatifs	14 13 420 770	13 420 770	27 427 568
	Améliorations locatives	15	34 648	10 710
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17 1 511 851	1 662 782	1 330 889
	Ameublement et équipement de bureau	18 731 414	780 102	586 773
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 1 388 004	1 427 707	682 467
	Terrains	20 261 042	261 042	390 393
	Autres	21	48 660	30 319
		22 38 560 673	38 886 250	48 812 165

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23 1 537 144	1 537 144	1 369 559
	Usines de traitement de l'eau potable	24 203 189	203 189	1 718 692
	Usines et bassins d'épuration	25 41 927	41 927	35 778
	Conduites d'égout	26 2 390 127	2 390 127	1 777 786
	Autres infrastructures	27 12 162 972	12 162 972	6 354 311
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28 537 274	537 274	762 714
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31 1 178 292	1 178 292	1 413 358
	Autres infrastructures	32 2 759 089	2 759 089	4 219 480
	Autres immobilisations	33 17 750 659	18 076 236	31 160 487
		34 38 560 673	38 886 250	48 812 165

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 001 147		837 816	163 331
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 363 344	811 356	753 999	2 420 701
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	61 124 117	7 709 084	10 331 187	58 502 014
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	64 488 608	8 520 440	11 923 002	61 086 046
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	12 243 902	1 528 560	2 164 126	11 608 336
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	12 243 902	1 528 560	2 164 126	11 608 336
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	12 243 902	1 528 560	2 164 126	11 608 336
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	12 243 902	1 528 560	2 164 126	11 608 336
	19	76 732 510	10 049 000	14 087 128	72 694 382
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	76 732 510	10 049 000	14 087 128	72 694 382

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	72 222 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	20 869 597
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	163 331
--	---	---------

Débiteurs	9	11 608 336
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	81 319 930
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	16	472 382

Endettement net à long terme	17	81 792 312
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 449 182
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	83 241 494
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	83 241 494
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	976 756	1 299 903	946 246
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	28 356	21 073	27 530
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	96 000	96 000	96 000
Autres	10	84 921	87 818	82 448
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	236 989	223 540	219 208
Matières résiduelles	12	6 462 870	6 223 315	6 257 036
Cours d'eau	13	125 506	242 902	121 850
Protection de l'environnement	14	206 134	220 092	200 130
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	21 066	20 832	20 452
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	228 752	291 015	222 090
Autres	21	126 841	137 666	123 147
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	311 318	252 159	279 591
Activités culturelles	23	17 576	17 600	17 064
Réseau d'électricité				
	24			
	25	8 923 085	9 133 915	8 612 792

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1	641 084	487 824
Charges sociales	2	145 133	114 699
Biens et services	3	37 774 456	47 450 917
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	38 560 673	48 053 440

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	70,00	35,98	130 035,00	7 040 413	1 848 925	8 889 338
Professionnels	2						
Cols blancs	3	146,00	35,38	267 805,00	9 250 122	2 429 230	11 679 352
Cols bleus	4	117,00	40,00	244 095,00	7 823 752	2 054 642	9 878 394
Policiers	5	91,00	37,80	179 268,00	8 508 596	1 802 991	10 311 587
Pompiers	6	22,00	40,00	46 054,00	1 581 619	415 358	1 996 977
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	446,00		867 257,00	34 204 502	8 551 146	42 755 648
Élus	9	11,00			733 892	171 497	905 389
	10	457,00			34 938 394	8 722 643	43 661 037

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 429 137	39 075			1 468 212
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	143 618	90 397	70 030		304 045
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	169 032	62 662	151 935		383 629
Autres	16	1 365 753	5 453 581	3 701 355		10 520 689
	17	3 107 540	5 645 715	3 923 320		12 676 575

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 277 170	971 679
	4	1 277 170	971 679
Sécurité publique			
Police	5	44 682	48 019
Sécurité incendie	6	103 238	109 656
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	147 920	157 675
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	488 591	554 944
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	488 591	554 944
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	162 662	168 978
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	283 660	290 161
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	446 322	459 139
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	1 460	1 795
Promotion et développement économique	33	132 742	187 222
Autres	34		
	35	134 202	189 017
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	512 193	406 943
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	33 045	39 091
Autres	38		
	39	545 238	446 034
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 039 443	2 778 488

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pascal Bonin, maire	113 588	16 764
Catherine Baudin, conseillère	31 414	15 707
Julie Bourdon, conseillère	31 414	15 707
Éric Duchesneau, conseiller	31 414	15 707
Jocelyn Dupuis, conseiller	31 414	15 707
Stéphane Giard, conseiller	31 414	15 707
Alain Lacasse, conseiller	34 915	15 852
Jean-Luc Nappert, conseiller	31 414	15 707
Robert Riel, conseiller	34 343	15 828
Denyse Tremblay, conseillère	31 414	15 707
Robert Vincent, conseiller	31 414	15 707

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	12 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	42 495 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	63 901 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	710 824 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	402 399 \$
b) autres formes d'aide	35 _____	107 500 \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI**NON**

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Granby

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Granby (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'«état»).

À nos avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981
Granby, le 21 avril 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	65 368 404
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	7 631 596
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	73 000 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	4 955 300
Égout	11	4 927 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	7 474 500
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	360 000
Service de la dette	18	313 600
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	18 030 400

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	18 030 400
	27	91 030 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	171 625
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 896
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	173 521

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	575 000
Cégeps et universités	7	140 000
Écoles primaires et secondaires	8	915 000
	9	1 630 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 803 521

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	40 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	681
Taxes d'affaires	17	
	18	40 681

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	613 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	613 000

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 457 202

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 4 687 733 758	X 5 0,7354 /100\$	6 34 473 594				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 818 168 302	X 8 0,7354 /100\$	9 6 016 810				
Immeubles non résidentiels	10 868 042 109	X 11 2,0215 /100\$	12 17 547 471				
Immeubles industriels	13 337 277 000	X 14 2,0215 /100\$	15 6 818 055				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 74 442 118	X 20 0,7354 /100\$	21 547 447				
Immeubles agricoles	22 83 460 142	X 23 0,7354 /100\$	24 613 766				
Total			25 66 017 143	26 (..... 648 739)	27 (.....)	28	29 65 368 404
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 6 869 123 429	X 31 0,1111 /100\$	32 7 631 596				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 7 631 596	55 (.....)	56 (.....)	57	58 7 631 596

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 3 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 0 | 8 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 8 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Foncière spéciale - nouvelle Ville	0,1111	1	
Tarification eau	27,0000	4	Si plus de 5 chambres
Tarification épuration	21,6000	4	Si plus de 5 chambres
Tarification eau	135,0000	4	Par local
Tarification épuration	191,0000	4	Par local
Tarification eau au compteur	297,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification épuration au compteur	191,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification matières résiduelles	36,0000	4	Si plus de 5 chambres
Tarification éco centre	45,0000	4	Par logement
Tarification éco centre	9,0000	4	Si plus de 5 chambres
Tarification éco centre	45,0000	4	Par local

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	91 030 400
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>650 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	650 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	15 501 609
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	360 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>75 818 791</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>6 869 123 429</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 1 | 0 | 3 | 8 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	18 043 908	7 010 945		630 153	6 925 795	706 490
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	77 515	30 118		2 707	29 752	3 035
Autres	5	4 290 199	1 666 953		149 828	1 646 707	167 978
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	22 411 622	8 708 016		782 688	8 602 254	877 503

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	39 682 709			73 000 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	170 473			313 600
Autres	13	9 435 135			17 356 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	49 288 317			90 670 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	470 000 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-02	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	101 300 521 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	7 688 020 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	2 811 148 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvie Chouinard CPA, CGA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Granby.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Granby consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Granby détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 20:16:07

Date de transmission au Ministère :